

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

Brochure n° 3322

Convention collective nationale  
et accord professionnel

**BÂTIMENT**

IDCC : 2420. – **Cadres**

---

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS  
(Tome III : ETAM)**

---

Brochure n° 3005-IV

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2409. – TRAVAUX PUBLICS  
(Tome IV : Cadres)**

---

**ACCORD DU 15 SEPTEMBRE 2010**

RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION PARITAIRE DE VALIDATION

NOR : ASET1051410M

IDCC : 2609, 1702, 1597, 2420, 2614, 2409

---

**PRÉAMBULE**

La loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale a fixé de nouvelles règles relatives aux modalités de négociation dans les entreprises dépourvues de délégué syndical.

Dans ce cadre, les partenaires sociaux de la branche du bâtiment et des travaux publics décident de conclure un accord collectif national ayant pour objet la mise en place d'une commission paritaire nationale BTP dont le rôle est de valider les accords collectifs conclus en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail.

Par cet accord, les partenaires sociaux du BTP expriment leur volonté de développer le dialogue social dans les entreprises et de permettre ainsi aux salariés de la profession de prendre part aux évolutions de leur entreprise. Les employeurs prendront les dispositions utiles à cette fin.

Par ailleurs, également en application de la loi du 20 août 2008, les partenaires sociaux du BTP rappellent que, conformément aux articles L. 2232-24 et suivants du code du travail, dans les entreprises dépourvues de délégué syndical et lorsqu'un procès-verbal de carence a établi l'absence de représentants élus du personnel, des accords d'entreprise peuvent être négociés et conclus par un ou plusieurs salariés desdites entreprises expres-

sément mandatés par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives dans la branche <sup>(1)</sup>.

Il est enfin rappelé que dans les entreprises pourvues de délégués syndicaux, la négociation des accords d'entreprise doit se tenir avec eux.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Mise en place d'une commission paritaire nationale BTP de validation*

Les parties signataires décident de mettre en place, à titre expérimental, une commission paritaire nationale BTP dont le rôle est de valider les accords collectifs conclus en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail.

La commission paritaire nationale BTP de validation comprend 2 sections : une section bâtiment et une section travaux publics.

La commission paritaire nationale BTP de validation, prise en ses sections, vérifie que les accords collectifs ci-dessus ne sont pas contraires aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles applicables. Elle vérifie également que ces accords collectifs relèvent bien du champ d'application du présent accord et que l'employeur a préalablement informé les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche de sa décision d'engager des négociations.

La section bâtiment a pour rôle de valider les accords collectifs conclus en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail par les employeurs occupant moins de 200 salariés relevant de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (art. 1<sup>er</sup> à 5) (c'est-à-dire entreprises occupant plus de 10 salariés), dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de cette convention collective.

La section travaux publics a pour rôle de valider les accords collectifs conclus en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail par les employeurs occupant moins de 200 salariés, dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de la convention collective nationale du 15 décembre 1992.

---

(1) Voir annexe.

## Article 2

### *Composition*

La commission paritaire nationale BTP de validation regroupe l'ensemble des membres composant la section bâtiment et la section travaux publics.

La section bâtiment comprend :

- 2 représentants de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche ;
- un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs du bâtiment.

La section travaux publics comprend :

- 2 représentants de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche ;
- un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs de travaux publics.

Les représentants des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche sont désignés par les fédérations ou syndicats nationaux de ces mêmes organisations.

Lorsqu'un des membres de la commission fait partie de l'entreprise dans laquelle l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut pas siéger à la réunion de la commission lors de l'examen de cet accord.

## Article 3

### *Indemnisation des représentants des organisations syndicales de salariés membres de la commission paritaire nationale BTP de validation et de ses sections*

Les salariés désignés par leur organisation syndicale représentative dans la branche pour siéger à la commission paritaire nationale de validation et dans les sections compétentes de celle-ci bénéficient sur justification et sous réserve de respecter un délai de prévenance d'au moins 2 jours ouvrés d'une autorisation d'absence sans perte de rémunération, pour participer aux réunions de cette commission ainsi qu'à celles de ses sections.

Cette autorisation d'absence sera accordée au salarié dès lors qu'il justifiera d'un mandat de son organisation syndicale (le mandat étant une lettre d'accréditation pour la réunion, précisant l'objet, le lieu et l'heure). En vue de la préparation de ces réunions et de l'étude des dossiers soumis à la commission, un crédit supplémentaire lui sera accordé dans la limite de 10 heures par an. Les absences du salarié ayant la qualité de représentant

du personnel ne seront pas imputées sur le crédit d'heures dont il dispose du fait de son ou ses mandats dans l'entreprise.

Ces absences ne sont pas imputables sur les congés payés et les jours de RTT. Elles ne donnent pas lieu à déduction du salaire mensuel et seront rémunérées par l'entreprise.

Ces frais de transport seront indemnisés, sur justificatifs, sur la base du tarif SNCF aller-retour. Le trajet retenu sera le trajet entre la ville du lieu de travail et la ville du lieu où se tient la réunion. Les frais de repas seront indemnisés sur la base de l'indemnité de repas « petits déplacements » du lieu de réunion.

## **Article 4**

### *Saisine de la commission*

La section compétente de la commission paritaire nationale de validation est saisie par la partie signataire la plus diligente de l'accord soumis à validation.

Cette saisine doit s'effectuer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au secrétariat de la section compétente de la commission paritaire nationale de validation. Cette lettre est accompagnée d'un dossier comportant :

- une copie de l'information préalable prévue par l'article L. 2232-21 du code du travail, adressée par l'employeur à chacune des organisations syndicales représentatives des salariés de la branche sur sa décision d'engager des négociations collectives (la liste et l'adresse des organisations syndicales représentatives dans la branche sont indiquées en annexe au présent accord) <sup>(1)</sup> ;
- un document indiquant, à la date de signature de l'accord, l'effectif de l'entreprise calculé selon les règles fixées par l'article L. 1111-2 du code du travail ;
- un exemplaire de l'original de l'accord soumis à validation en version papier, et un exemplaire en version numérique ;
- le double du formulaire CERFA de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord ;
- les nom et adresse de l'entreprise, la nature et l'adresse de l'instance représentative au sein de laquelle l'accord a été signé, le nom des élus de cette instance ayant signé l'accord.

Si le dossier de demande ne comporte pas l'ensemble de ces documents, le secrétariat, dès réception du dossier, demande à la partie ayant saisi la commission de le compléter.

---

(1) La liste et les coordonnées des organisations professionnelles d'employeurs figurent également en annexe au présent accord.

Dès que le dossier est complet, le secrétariat de la commission adresse, le plus rapidement possible, par courrier ou messagerie électronique, à chacune des organisations membres préalablement à la date de la réunion de la commission au cours de laquelle la demande de validation sera examinée, une copie de l'ensemble de ces éléments.

La convocation doit être envoyée aux membres de la section compétente de la commission paritaire nationale de validation au moins 15 jours calendaires avant la date de la réunion.

Les réunions de chaque section compétente de la commission paritaire nationale de validation se tiennent selon une périodicité de 3 mois <sup>(1)</sup>.

La commission paritaire nationale BTP de validation se réunit une fois par an pour effectuer un bilan des travaux réalisés par chacune des sections.

## **Article 5**

### *Décisions de la commission et de ses sections*

Les sections compétentes de la commission rendent une décision de validation dans l'hypothèse où l'accord respecte les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

Les sections compétentes de la commission rendent une décision de rejet dans l'hypothèse où l'accord ne respecte pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

Toute décision de rejet doit être motivée.

Le contrôle des sections compétentes ne peut pas porter sur l'opportunité de l'accord.

La validation par une section compétente de la commission paritaire nationale de validation est considérée comme acquise dès lors qu'une majorité simple en suffrages exprimés s'est dégagée en ce sens.

Lorsque la section compétente de la commission paritaire nationale de validation n'a pas pris sa décision dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi aux organisations membres par lettre recommandée avec avis de réception de la demande de validation, l'accord est réputé validé.

Par ailleurs, au sein de la commission paritaire nationale BTP de validation chaque organisation syndicale de salariés et chaque organisation professionnelle d'employeurs dispose d'une voix.

## **Article 6**

### *Notification des décisions*

La décision explicite de la section compétente de la commission paritaire nationale de validation est notifiée par son secrétariat aux parties à l'accord

---

(1) Sauf absence de dossier.

dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise.

La décision est notifiée à la partie signataire qui a saisi la commission par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La décision implicite de validation, visée à l'article 4, est notifiée à la demande d'une des parties à l'accord.

## **Article 7**

### *Présidence*

Lors de la première réunion de la section compétente de la commission paritaire nationale de validation, les représentants des organisations syndicales de salariés, d'une part, et les représentants des organisations professionnelles d'employeurs, d'autre part, désignent respectivement leur président à la majorité en nombre des suffrages exprimés.

Les présidents sont élus pour une durée de 2 ans. Toutefois, lorsque l'un des postes devient vacant avant cette échéance, il est procédé à une nouvelle désignation.

La section compétente de la commission paritaire nationale de validation est coprésidée par le président des représentants des organisations professionnelles d'employeurs et par le président des représentants des organisations syndicales de salariés représentatives de la branche.

La commission paritaire nationale de validation est coprésidée en alternance par les coprésidents de la section bâtiment et les coprésidents de la section travaux publics.

## **Article 8**

### *Secrétariat de la commission*

Le secrétariat de la commission paritaire nationale BTP de validation et de chacune de ses sections est assuré par les représentants des organisations professionnelles d'employeurs.

Le secrétariat de chacune des sections de la commission paritaire nationale BTP de validation est assuré par l'organisation où siège la section.

Le secrétariat adresse la convocation aux différentes réunions. Cette convocation indique la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que la liste des accords qui seront examinés lors de cette réunion en vue de leur validation.

Le secrétariat notifie les décisions conformément à l'article 5 de l'accord.

## **Article 9**

### *Siège de la commission*

La commission paritaire nationale BTP de validation se réunit en alternance au siège de la section bâtiment et au siège de la section travaux publics qui en assure alors respectivement le secrétariat.

Le siège de la section bâtiment de la commission paritaire nationale de validation est situé 33, avenue Kleber, 75784 Paris Cedex 16.

Le siège de la section travaux publics de la commission paritaire nationale de validation est situé 3, rue de Berri, 75008 Paris.

## **Article 10**

### *Champ d'application professionnel*

Le présent accord collectif national est applicable en France métropolitaine, Corse comprise, à l'exclusion des DOM-TOM :

- pour le bâtiment, aux employeurs relevant de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1<sup>er</sup> mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (art. 1<sup>er</sup> à 5) (c'est-à-dire entreprises occupant plus de 10 salariés) et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM, IAC) dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de cette convention collective ;
- pour les travaux publics, à l'ensemble des employeurs et à leurs salariés (ouvriers, ETAM, cadres) dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de la convention collective nationale du 15 décembre 1992.

## **Article 11**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord collectif national, à durée indéterminée, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord conformément aux dispositions des articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

## **Article 12**

### *Dépôt*

Le présent accord collectif national sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 15 septembre 2010.



Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CAPEB ;  
FNTP ;  
FNSCOP ;  
FFB ;  
FFIE.

**Syndicats de salariés :**

BATIMAT-TP CFTC ;  
FNCB CFDT ;  
CFE-CGC BTP ;  
FO BTP.

## ANNEXE I

### LISTE ET ADRESSES DES ORGANISATIONS PATRONALES BTP

---

M. le directeur aux affaires sociales, fédération française du bâtiment (FFB), 33, avenue Kléber, 75016 Paris, [bauryv@national.ffbatiment.fr](mailto:bauryv@national.ffbatiment.fr) ;

M. le directeur des affaires sociales, fédération nationale des travaux publics (FNTP), 3, rue de Berri, 75008 Paris, [nasarin@fntp.fr](mailto:nasarin@fntp.fr) ;

M. le directeur des affaires juridiques et sociales, confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), CAPEB, 2, rue Béranger, 75140 Paris Cedex 03, [juridique@capeb.fr](mailto:juridique@capeb.fr) ;

M. le directeur des affaires sociales, fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics (FNSCOP-BTP), 88, rue de Courcelles, 75008 Paris, [a.roblette@scopbtp.org](mailto:a.roblette@scopbtp.org) ;

M. le délégué général, fédération française des entreprises de génie électrique et énergétique (FFIE), 5, rue Hamelin, 75116 Paris, [v.capdeville@ffie.fr](mailto:v.capdeville@ffie.fr).

## ANNEXE II

### LISTE ET ADRESSES DES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRÉSENTATIVES DES SALARIÉS DU BTP

---

Monsieur le secrétaire général, fédération nationale des salariés, de la construction bois, ameublement CGT, 263, rue de Paris, case 413, 93514 Montreuil Cedex, [construction@cgt.fr](mailto:construction@cgt.fr) ;

Monsieur le secrétaire général, fédération générale force ouvrière du bâtiment, du bois et des travaux publics, 170, avenue Parmentier, CS 20006, 75479 Paris Cedex 10, [franckserra@wanadoo.fr](mailto:franckserra@wanadoo.fr) ;

Monsieur le secrétaire national, fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT, 47-49, rue Simon-Bolívar, 75950 Paris Cedex 19, [fncb@construction.bois.cfdt.fr](mailto:fncb@construction.bois.cfdt.fr) ;

Monsieur le président, fédération BATIMAT-TP CFTC, 251, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, [fede.batimattpcftc@noos.fr](mailto:fede.batimattpcftc@noos.fr) et [caro.cftcbtp@wanadoo.fr](mailto:caro.cftcbtp@wanadoo.fr) ;

Monsieur le président, syndicat national des cadres, techniciens et agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes, CFE-CGC BTP, 15, rue de Londres, 75009 Paris, [contact@cgcbtnp.com](mailto:contact@cgcbtnp.com).